L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 1er AOUT 1861.

G. P. WEISSE, F. LIMET. — N. DUFOUR, S. HARDY. — {Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, JEUDI MATIN, 1er AOUT.

Voir la seconde page, pour:
Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Les Marchés aux Esclaves.

AVIS.

Les faits des naissances de décès, de mariage, de confirmation, de compagnies militaires, de loges maçonniques, et de toute autre assemblée soumise à un parti quelconque, doit INVARIABLEMENT être accompagné d'argent. Les avis de cette nature qui seront apportés dans des heureux sans quelque probabilité ne seront pas insérés.

Abonnés à la ne mains.

Les personnes de l'Abeille sont autorisées à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour,

Par E. Sanchez, 49 Vieille Levée—Chaussures, chemises, bretelles &c.

Par D. M. Murphy, à midi, à l'entrepôt Mississippi—Maïs.

Par le shérif, à 10 heures et demie M., aux Nos 178 et 180 rue Tchoupitoulas, 1er district—Wagons, chariots, harnois, roues, &c, &c.

Succession Avegno.—N. Vignié, encanteur offrira en vente vendredi 2 août à 10 heures et demie A. M., rue Toulouse No 126, entre les rues Dauphine et Bourgogne, meubles de salon en brocatelle à manger &c., glaces étagères, matelas, literie, rideaux et tentures, porcelaine, verrerie, &c., diamants, bijouterie fine &c.

Représailles.

Le plus grande modération et la plus parfaite dignité ont caractérisé la conduite du gouvernement des Etats-Confédérés depuis le commencement de la guerre. On se souvient de la mission toute de paix et de concorde que sont allés remplir à Washington les commissaires de la Confédération, MM. Roman, Rhett et Forsyth. Dès que la guerre fut devenue inévitable le gouvernement des Etats Confédérés s'y prépara avec énergie et avec vigueur, mais par ses déclarations officielles aussi bien que par les actes de ses généraux il prouva jusqu'à la dernière évidence qu'il désirait, autant qu'il serait en son pouvoir, les horreurs de la guerre, en se conformant à tous les usages reçus entre nations civilisées.

Malgré le commencement des hostilités, les troupes fédérales contraintes à se rendre, dans les divers Etats, furent renvoyées au Nord non comme des ennemis, mais comme des amis dont on se séparait. Après la prise du fort Sumter le major Anderson et ses hommes, traités avec les plus grande égards, furent rendus à la liberté sans qu'on exigeât même d'eux la simple promesse de ne plus servir contre le Sud. Ce fut seulement après la proclamation, dans laquelle M. Lincoln méconnaît de perdre les défenseurs du Sud, que le président Davis se décida à exécuter les ordres donnés et à ne lui livrer qu'à la condition de ne plus servir contre le Sud.

Comment le gouvernement des Etats Unis a-t-il rendu cette observation stricte des usages de la guerre et ce respect des convenances de la part du Sud? Il a redoublé de menaces et de fureurs et foulant aux pieds toutes les règles de la civilisation il a traité les défenseurs du Sud, qui ont eu le malheur de tomber entre ses mains, comme des criminels. Il a employé ses intentions arrêtées de pendre comme traîtres tous ceux qui seraient pris les armes à la main. Les arrêtés ne sont livrées au pillage et à l'incendie, et leurs excès ont été blâmés par leurs généraux, ces derniers n'ont pas hésité à participer au vol des nègres, propriété reconnue par la Constitution des Etats-Unis et que vient de tuer M. Chase, ministre de Washington.

La capture faite, dans les bagages de l'armée vaincue à Manassas, de trente mille paires de menottes indique le traitement que l'armée fédérale réservait aux nobles défenseurs du Sud et le sort qu'elle leur eût fait contraire. Par les ordres donnés dans le Maryland, la Virginie et le Missouri, nous sommes autorisés à croire que le cabinet de Lincoln n'eût pas reculé devant de telles exécutions sommaires des soldats du Sud pour frapper les populations de terreur et assurer la sujétion de tout un peuple. Un des généraux de Lincoln dans le Missouri n'a-t-il pas publié une proclamation dans laquelle il déclare qu'il fera pendre ou fusiller tout Missourien pris les armes à la main!

Maintenant, voyons les conséquences de la théorie de M. Lincoln. Elle se résume ainsi: Les Etats-Unis sont restés de droit et de fait dans la juridiction du gouvernement fédéral et tout individu qui a porté les armes contre le gouvernement fédéral est coupable de haute trahison et comme tel passible de la peine de mort.

Cinq à six cent mille volontaires du Sud sont dans ce cas. Qu'arriverait-il si à cette absurde prétention chaque Etat séparé répondait en considérant comme coupable de trahison envers l'Etat tout soldat fédéral pris les armes à la main sur son territoire! Que la lutte deviendrait une guerre sans merci, où de part et d'autre on égorgerait les prisonniers avec les apparences de la légalité.

En cause de représailles, le Sud aurait encore le bon droit de son côté, car sa dessus de toutes les Constitutions et de toutes les lois humaines il y a pour les peuples comme pour les individus un droit imprescriptible—celui de la légitime défense. Pour repousser des hordes d'envahisseurs qui détruisent les habitations, pillent et incendient les maisons, violent les femmes et massacrent de jeunes enfants, tous les moyens sont bons.

Le peuple du Sud s'est déclaré prêt à soutenir son indépendance par une guerre loyale et courageuse; tant jusque civilisée contre un ennemi digne d'un peuple courageux, qui lui a l'avantage d'une flotte formidable. Mais si cet ennemi persiste à lui faire une guerre de sauvages, l'intérêt de sa sécurité lui fait un devoir d'user de représailles et d'appliquer la maxime asiatique du talion: " dent pour dent, œil pour œil."

Aujourd'hui, l'armée confédérée a assez de prisonniers pour imposer aux fédéraux l'observation des usages de la guerre et le respect de leur propriétés privées. Avant la bataille de Manassas, M. Lincoln n'a pas daigné répondre à la lettre du président Davis relative à l'équipage prisonnier du *Savannah*. Le moment est venu d'exiger péremptoirement cette réponse.

On n'est pas seulement en cas qui concerne les combattants que le Sud doit avoir recours aux représailles. Quelques jours avant le 21 juillet, le Congrès des Etats-Unis a passé une loi pour la confiscation de toutes les propriétés appartenant à ceux qui ont pris part à la rébellion. Il n'y avait qu'une réponse à faire à cette odieuse mesure, et le Congrès des Etats Confédérés en a déjà usé d'un bill pour la confiscation de toutes les propriétés des gens du Nord situées dans les limites des Etats Confédérés. Or la vaste des propriétés que le Sud peut ainsi saisir est plus que double de celle que les gens du Sud possèdent dans le Nord, et il y a tout lieu de penser que les hommes, propriété reconnue par la Constitution des Etats-Unis et que vient de tuer M. Chase, ministre de Washington.

Le capture faite, dans les bagages de l'armée vaincue à Manassas, de trente mille paires de menottes indique le traitement que l'armée fédérale réservait aux nobles défenseurs du Sud et le sort qu'elle leur eût fait contraire. Par les ordres donnés dans le Maryland, la Virginie et le Missouri, nous sommes autorisés à croire que le cabinet de Lincoln n'eût pas reculé devant de telles exécutions sommaires des soldats du Sud pour frapper les populations de terreur et assurer la sujétion de tout un peuple. Un des généraux de Lincoln dans le Missouri n'a-t-il pas publié une proclamation dans laquelle il déclare qu'il fera pendre ou fusiller tout Missourien pris les armes à la main!

Maintenant, voyons les conséquences de la théorie de M. Lincoln. Elle se résume ainsi: Les Etats-Unis sont restés de droit et de fait dans la juridiction du gouvernement fédéral et tout individu qui a porté les armes contre le gouvernement fédéral est coupable de haute trahison et comme tel passible de la peine de mort.

Cinq à six cent mille volontaires du Sud sont dans ce cas. Qu'arriverait-il si à cette absurde prétention chaque Etat séparé répondait en considérant comme coupable de trahison envers l'Etat tout soldat fédéral pris les armes à la main sur son territoire! Que la lutte deviendrait une guerre sans merci, où de part et d'autre on égorgerait les prisonniers avec les apparences de la légalité.

En cause de représailles, le Sud aurait encore le bon droit de son côté, car sa dessus de toutes les Constitutions et de toutes les lois humaines il y a pour les peuples comme pour les individus un droit imprescriptible—celui de la légitime défense. Pour repousser des hordes d'envahisseurs qui détruisent les habitations, pillent et incendient les maisons, violent les femmes et massacrent de jeunes enfants, tous les moyens sont bons.

Le peuple du Sud s'est déclaré prêt à soutenir son indépendance par une guerre loyale et courageuse, tant jusque civilisée contre un ennemi digne d'un peuple courageux, qui lui a l'avantage d'une flotte formidable. Mais si cet ennemi persiste à lui faire une guerre de sauvages, l'intérêt de sa sécurité lui fait un devoir d'user de représailles et d'appliquer la maxime asiatique du talion: " dent pour dent, œil pour œil."

Aujourd'hui, l'armée confédérée a assez de prisonniers pour imposer aux fédéraux l'observation des usages de la guerre et le respect de leur propriétés privées. Avant la bataille de Manassas, M. Lincoln n'a pas daigné répondre à la lettre du président Davis relative à l'équipage prisonnier du *Savannah*. Le moment est venu d'exiger péremptoirement cette réponse.

On n'est pas seulement en cas qui concerne les combattants que le Sud doit avoir recours aux représailles. Quelques jours avant le 21 juillet, le Congrès des Etats-Unis a passé une loi pour la confiscation de toutes les propriétés appartenant à ceux qui ont pris part à la rébellion. Il n'y avait qu'une réponse à faire à cette odieuse mesure, et le Congrès des Etats Confédérés en a déjà usé d'un bill pour la confiscation de toutes les propriétés des gens du Nord situées dans les limites des Etats Confédérés. Or la vaste des propriétés que le Sud peut ainsi saisir est plus que double de celle que les gens du Sud possèdent dans le Nord, et il y a tout lieu de penser que les hommes, propriété reconnue par la Constitution des Etats-Unis et que vient de tuer M. Chase, ministre de Washington.

La